

Ecrit par le 22 novembre 2024

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions.](#)

Ecrit par le 22 novembre 2024

« D'habitude, nous nous réunissons à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

Ecrit par le 22 novembre 2024

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avons baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Ecrit par le 22 novembre 2024

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le

Ecrit par le 22 novembre 2024

faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre [PLU](#), [ZAN](#), [SCOT](#), [SRADDET](#). Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasant une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « [La colère gronde dans les campagnes](#). Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 22 novembre 2024



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort,
qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épicereries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 22 novembre 2024

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 22 novembre 2024

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

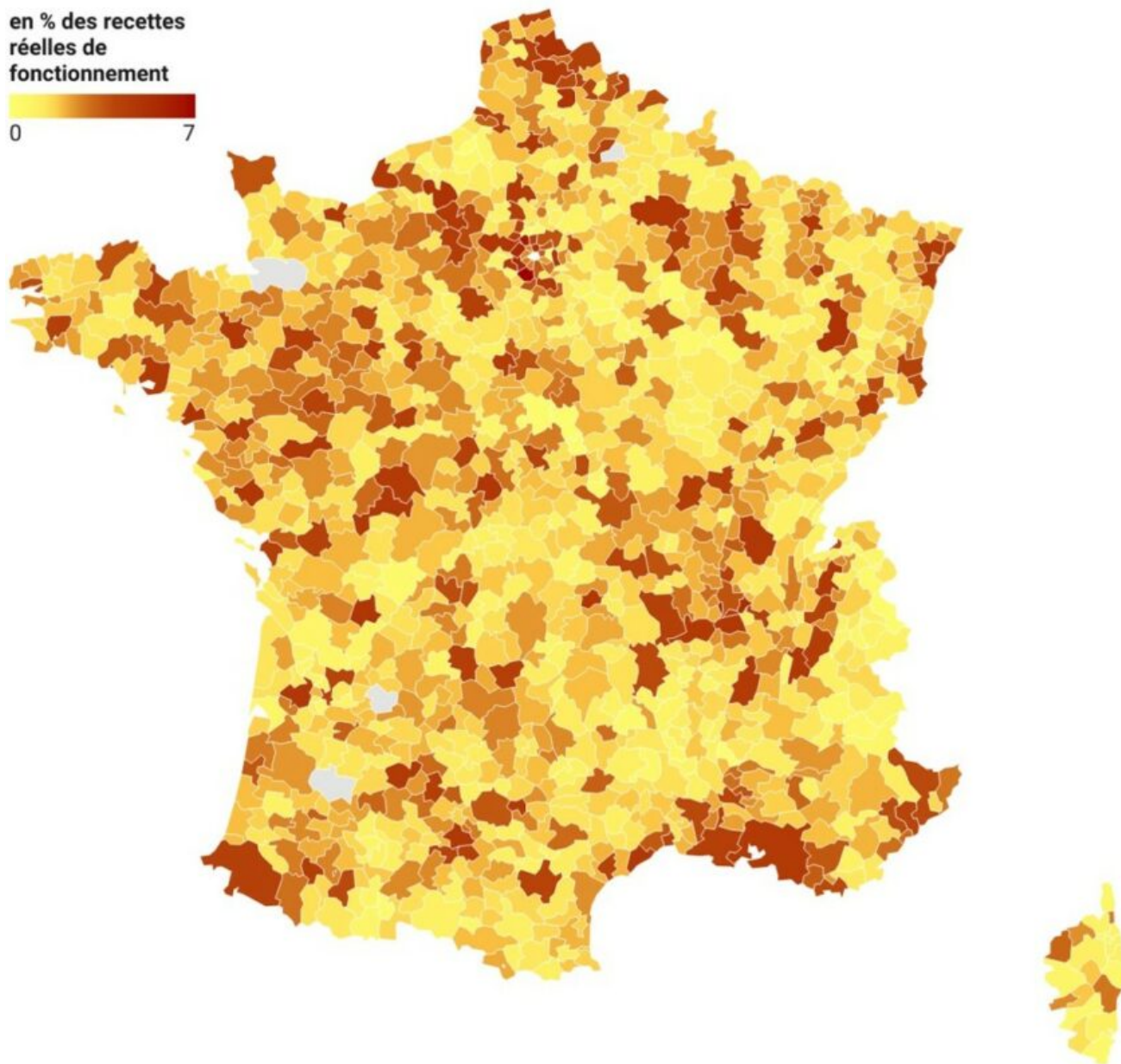
La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Ecrit par le 22 novembre 2024

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Ecrit par le 22 novembre 2024

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transparent' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.

Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?

Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 22 novembre 2024



©AB/l'Echo du Mardi

Les Sorgues du Comtat s'associent à Citeo pour lutter contre les déchets abandonnés

Le lundi 3 juin 2024, [Christian Gros](#), président de l'agglomération des Sorgues du Comtat et [Christine Leuthy](#), directrice régionale Sud-Est de Citeo ont signé une convention pour une durée de 3 ans qui a pour but de prévenir l'abandon de déchets sur les espaces publics. Cette initiative rentre dans la politique territoriale voulue par les Sorgues du Comtat qui s'engagent en faveur de la protection de l'environnement et la promotion d'un mode de vie durable.

Une étape importante et un engagement commun pour le bien-être de tous. Voilà comment résumer la signature de la convention qui s'est déroulée le lundi 3 juin 2024 entre [l'Agglomération des Sorgues du Comtat](#) et la structure [Citeo](#). En s'associant sur plusieurs années (3 ans renouvelables) avec une entreprise spécialisée dans le recyclage des emballages ménagers et des papiers graphiques, l'entité dirigée par Christian Gros marque sa volonté de mettre les problématiques environnementales et écologiques au cœur de ses priorités.

Un plan sur 3 ans

La convention signée par les deux parties prévoit un plan de lutte contre les déchets abandonnés dans les espaces publics des communes de l'agglomération. Cette alliance qui devrait couvrir une partie des coûts d'opération de nettoyage que les déchets engendrent a un coût total de plus de 460.000 euros, elle prévoit plusieurs mesures phares étalées sur les années 2024-2025-2026.

Ecrit par le 22 novembre 2024

En premier lieu, une cartographie claire des « points noirs » en déchet abandonnés du territoire, un renforcement des moyens de nettoyage, une lutte contre les gestes d'abandon accompagnée d'une sensibilisation et d'une mobilisation des publics avec des opérations de ramassages. Un déploiement de campagnes de communication qui intègre les différentes problématiques du territoire et un nouveau moyen de captation et de caractérisation des déchets suivront dans une deuxième phase.

Les défis écologiques au cœur de l'engagement contre les déchets abandonnés

L'amélioration du cadre de vie, la préservation de la biodiversité et la protection de l'environnement sont au cœur du défi écologique dans lequel la Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat s'engage. Dans le défi de transition écologique, la question des déchets et de leur réduction est un axe stratégique, il s'intègre dans l'affirmation des 3R pour Réduire, Réutiliser, Recycler.

La lutte contre les déchets abandonnés dans l'espace public est donc un enjeu majeur pour l'Agglo qui l'a inscrite dans son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) et est au cœur de la Stratégie Propreté que l'intercommunalité a engagé avec tous les acteurs publics, privés et citoyens du territoire. Une exposition photo nommée « Sortez de l'ombre, voyez la vie en couleurs. Soyez le relais du bon geste ! » constituée de photographies exclusives de [Cyril Cortez](#) pour sensibiliser aux déchets abandonnés a accompagné la signature de cette convention. Elle rentre dans le cadre des initiatives de sensibilisation à la propreté dans l'espace public.

'Parlons éco' : Les Sorgues du Comtat mettent l'industrie à l'honneur à l'occasion de leur nouveau rendez-vous économique

Ecrit par le 22 novembre 2024



La Communauté d'agglomération [Les Sorgues du Comtat](#) vient d'organiser la première édition de 'Parlons éco' à Sorgues. Placé cette fois-ci sous le thème de l'industrie, ce rendez-vous économique a pour but de favoriser la création de synergie au sein du territoire entre les entrepreneurs et les techniciens de l'agglomération.

La toute première édition du rendez-vous « Parlons éco » a eu lieu ce lundi 29 avril 2024 au sein du [Confidentiel](#), à Sorgues. Une initiative impulsée par les Sorgues-du-Comtat pour permettre aux industries et entreprises de son territoire de se sentir accompagnées « L'idée c'est d'amorcer un temps privilégié et exclusif entre notre intercommunalité et les entreprises de notre territoire afin de se connaître, d'accompagner, d'échanger, de partager autour d'un sujet d'actualité » a commencé par annoncer [Christian Gros](#), maire de Monteux et président des Sorgues-du-Comtat (Althen-des-Paluds, Bédarrides, Monteux, Pernes-les-Fontaines et Sorgues).

Près d'une trentaine vingtaine d'entreprises des cinq communes étaient ainsi réunies autour du dispositif « territoires d'industrie ». Ce programme lancé fin 2018 par l'Etat consiste à renforcer l'attractivité des TPE/PME ou des grands groupes industriels dans des zones géographiques reconnues comme centre d'activités industrielle « les entreprises de ce secteur ont à relever des enjeux communs avec les autres secteurs mais aussi des enjeux spécifiques pour maintenir leur développement et renforcer leur compétitivité. C'est l'objectif phase 2 qui va se dérouler jusqu'en 2027 » affirme [Thierry Lagneau](#), vice-

Ecrit par le 22 novembre 2024

président de la communauté d'agglomération Les Sorgues-du-Comtat.

« Territoires d'industrie » un bond économique

Déjà partie intégrante de « territoires d'industrie » en 2018, les Sorgues du Comtat ont ré-obtenu le label en septembre 2023 pour une période 2023-2027 aux cotés de trois autres intercommunalités du Vaucluse (la Communauté de Communes Pays des Sorgues Monts de Vaucluse, le Grand Avignon et Luberon Monts de Vaucluse) « nous avons travaillé ensemble avec les quatre collectivités pour présenter un dossier solide et complet à l'appel à projets porté par l'Agence nationale de cohésion de territoires » a souligné Thierry Lagneau, également maire de Sorgues.

« Le développement économique est la première de nos compétences, a détaillé Christian Gros. C'est grâce à lui qu'on crée de l'emploi et de la richesse sur le territoire, c'est primordial surtout dans un département comme le Vaucluse qui est l'un des plus pauvres mais avec un potentiel industriel très important ».

« Le développement économique est la première de nos compétences. »

Christian Gros, président de l'agglomération des Sorgues du Comtat

Les territoires d'industrie en France. © ANCT 2024

4 axes pour mener la réindustrialisation

Le programme « Territoire d'industrie » a pour objectif de promouvoir une zone reconnue par l'Etat en tant que centre d'activités industrielles notamment en travaillant autour de 4 axes « le premier but de ce dispositif est de renforcer l'attractivité des entreprises industrielles en identifiant les compétences manquantes que ce soit en terme de formation, d'outils innovants d'apprentissage ou sur le développement des liens entre les entreprises, les écoles et les métiers » a souligné Christian Gros.

Le deuxième axe s'articule autour d'une thématique essentielle : la transition écologique. Le dispositif a été pensé pour accompagner les structures d'industries dans une décarbonation des usages et l'utilisation des énergies renouvelables à travers les mobilités, les déchets, l'économie circulaire mais aussi la coopération « le type d'action qui pourrait avoir lieu serait par exemple le déploiement d'une solution de co-voiturage mutualisé pour les trajets du quotidien. La transition écologique est une composante importante du développement économique, les deux ne sont pas antinomiques » a ajouté Christian Gros.

Ecrit par le 22 novembre 2024



Le troisième axe s'apparente à faire de l'innovation un moteur des transitions en soutenant les écosystèmes d'innovation avec par exemple l'idée d'accompagner la structuration et la construction de certaines filières originales comme celle de proximité blé-farine-pain de [La grange des Roues](#) « c'est en accompagnant et soutenant ce genre de projets que nous parviendrons à créer des liens entre les entreprises et les établissements supérieurs et de recherche » Enchérit Christian Gros.

Le dernier point se concentre sur la thématique du foncier. La préoccupation première sera de mobiliser un foncier adapté aux enjeux et besoins industriels en qualifiant et labellisant les zones d'activités et en élaborant une stratégie foncière à l'échelle du « Territoire d'industrie » « c'est un point fondamental qui va prendre de plus en plus d'importance. Pour faire du développement économique, il faut de l'aménagement et donc du foncier avec des contraintes de plus en plus drastiques, il va falloir diviser par deux tous les dix ans la consommation de l'espace agricole afin de viser un objectif zéro industrialisation en 2050. On est donc face à des véritables défis mais on a des idées comme récupérer des friches ou élaborer une stratégie foncière dans la continuité des inventaires des ZAE » explique Christian Gros.

Une convention avec Luberon & Sorgues Entreprendre pour accompagner les entreprises

Avec « Territoires d'industrie », le territoire bénéficie d'un soutien national. Les entreprises peuvent ainsi profiter de plusieurs possibilités. Concrètement ce programme offre aux bénéficiaires un accès à un Fonds vert à hauteur de 100M€ ainsi qu'un pouvoir de mobilisation des crédits d'Etat gérés par la Banque des Territoires. Un accès à une expertise sur les thématiques industrielles spécifiques est également possible avec pour objectif de créer une synergie entre entreprises sur des problématiques communes.

Ecrit par le 22 novembre 2024



De gauche à droite : Michel Terrisse, maire d'Althen-des-Paluds et vice-président des Sorgues du Comtat, Thierry Lagneau, maire de Sorgues, vice-président des Sorgues du Comtat, Christian Gros, président de l'agglomération des Sorgues du Comtat, et Christophe Baudrier, président de [l'association Luberon & Sorgues Entreprendre](#).

L'agglomération Sorgues du Comtat se tient donc à la disposition des entreprises afin d'identifier leurs projets de développement, les accompagner dans leur implantation où qu'elles se trouvent sur le territoire et quelle que soit leur activité. C'est dans cette optique que la communauté d'agglomération s'est engagé avec [l'association Luberon & Sorgues Entreprendre](#) qui lutte pour apporter de la cohérence territoriale sur un même bassin économique, à savoir le Luberon-Monts de Vaucluse-Pays des Sorgues.

Cet engagement s'est traduit par la signature d'une convention de partenariat programmée de 2024 à 2027 afin d'accompagner les entreprises industrielles dans leur transition écologique, numérique, énergétique et solidaire par la coopération inter-entreprises et suivre les grands projets en cours « on est très heureux que Sorgues du Comtat nous rejoigne dans notre projet de mutualisation des problématiques, des solutions et des études. Les entreprises doivent échanger pour trouver des solutions diverses et variées » a explicité [Christophe Baudrier](#), le président de l'association.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Bollène, Monteux, Courthézon : les maires vauclusiens à l'honneur aux assises des Petites Villes de France



[Anthony Zilio](#), maire de Bollène vient d'être réélu au bureau de [l'Association des Petites Villes de France \(APVF\)](#). L'élection de l'élus vauclusien s'est déroulée à l'occasion des 25^e assises de l'association qui se sont tenues à Millau dans l'Aveyron les 1^{er} et 2 juin derniers.

Deux autres maires du département ont aussi été mis à l'honneur : [Christian Gros](#), maire de Monteux, a été réélu au conseil d'administration alors que [Nicolas Paget](#), maire de Courthézon y fait son entrée.

1 200 communes adhérentes

Ecrit par le 22 novembre 2024

Présidée par [Christophe Bouillon](#), maire de Barentin en Seine-Maritime, l'APVF qui fédère depuis 1990 les petites villes de 2 500 à 25 000 habitants afin de promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire, regroupe plus de 1 200 communes adhérentes.

Durant ces assises, les élus présents ont pu évoquer les enjeux actuels liés à l'avenir de leurs communes comme le financement de la transition écologique et énergétique, la désertification médicale, la mobilité, la ré-industrialisation et la revitalisation dans un contexte de sobriété foncière. Par ailleurs, un autre sujet majeur s'est invité à ce congrès : celui de la montée des violences que subissent les élus dans un contexte de crise démocratique.

Nombreux échanges entre élus

Dans ce cadre, les maires des petites villes ont pu aussi échanger avec Carole Delga, ancienne ministre, présidente du Conseil régional d'Occitanie, présidente de Régions de France, François Bayrou, ancien ministre, maire de Pau, haut-commissaire au plan et secrétaire général du Conseil national de la refondation et les ministres, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, Dominique Faure, ministre déléguée aux collectivités territoriales ainsi qu'Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des professions de santé.

L.G.

(Vidéo) Christian Gros, maire de Monteux, adresse ses vœux aux Montiliens

Écrit par le 22 novembre 2024



En raison du contexte économique, la commune de Monteux a fait le choix de ne pas organiser de cérémonie des vœux cette année. Ainsi, [Christian Gros](#), maire de Monteux, adresse ses vœux aux Montiliens dans une vidéo.

J.R.

Toujours plus haut avec Christian Gros, à Monteux comme dans Les Sorgues du Comtat

Maire de Monteux depuis 1989 et président des Sorgues du Comtat depuis leur création, il y a tout juste 20 ans, Christian Gros fourmille d'idées et de projets. En 2010, il avait lancé Beaulieu, un éco-quartier de 100 hectares au milieu d'un parc paysager avec lac, plage, pédalos, parking et restaurants. En 2015 est rouverte la ligne SNCF Avignon-Caprentras qui passe par la nouvelle gare de Monteux. La même année, il inaugure « Spashworld » devenu « Wave Island », 1er parc aquatique d'attractions 100% glisse de France, au milieu de 600 palmiers et 900 bambous, avec toboggans, vagues géantes, sensations fortes et

Ecrit par le 22 novembre 2024

pataugeoire pour les plus petits, des centaines d'emplois à la clé et des centaines de milliers de visiteurs.



Accueil du TER en gare de Monteux lors des essais précédant la réouverture de la ligne ferroviaire aux voyageurs entre Avignon et Carpentras.

En 2017 sera posée la 1^{re} pierre du « Parc Spirou », 85 millions d'euros investis, avec à sa tête Daniel Bulliard qui avait dirigé avec succès « Le Futuroscope » à Poitiers. Là aussi, sur 4,5 hectares, animation, créations d'emplois et retombées économiques garanties. Pour le dernier « Halloween », début novembre 2022, Le Marsupilami n'a pas chômé : 8000 visiteurs par jour! En 2019, autre équipement, l'Echangeur Ouest de Monteux (parfois appelé carrefour Rossi) où transitent 40 000 véhicules par jour. Un chantier de 3,5M€, qui a duré 15 mois avec 600 pieux plantés à 5 mètres de profondeur pour construire un pont d'une longueur de 400 m.

Côté « Sorgues du Comtat » devenues « Communauté d'agglomérations » en janvier 2022, elle est composée d'Althen-des-Paluds, Bédarrides, Monteux, Pernes-les-Fontaines et Sorgues, soit une population globale de 50 000 habitants avec « Une adhésion volontaire et unanime de chacun » explique Christian Gros, son président. « Ce qui nous rassemble c'est la volonté de mettre en oeuvre des projets à taille humaine, respectueux des identités de chacun et ouverts sur l'avenir ».

Écrit par le 22 novembre 2024



Le parc de loisirs Spirou a ouvert ses portes le 1er juin 2018.

Christian Gros qui a été élu dans les années 80, d'abord dans l'opposition municipale puis comme maire de Monteux (7ème mandat), se bat depuis plus de 40 ans pour améliorer le quotidien de ses concitoyens. Et il vient de lancer une série de défis, 3 en tout, écologique, économique et social. « D'abord Le Plan Lumière qui sera mis en oeuvre début 2023 et permettra de diviser par 3 la consommation. 9000 LED composeront l'éclairage public en impactant moins l'environnement et la bio-diversité grâce à une horloge synchronisée qui maîtrisera l'intensité et le temps d'allumage de chaque lampadaire sans éteindre totalement la lumière pour que les rues restent sûres la nuit. Il poursuit « Le choix d'électricité verte a été entamé en 2016 pour alimenter les bâtiments municipaux et les stades. A suivi la création d'ombrières photovoltaïques sur le parking du Lac de Monteux (4325 panneaux qui assurent la production de 10% de la population montilienne). Une extension de 8,3 hectares a été votée fin octobre pour installer d'autres ombrières sur les parkings de Spirou et Wave Island ».

Ensuite Le Projet Hydrogène. Un protocole avait été signé il y a un an par le Préfet Bertrand Gaume avec le Groupe Inoé pour produire et distribuer de l'hydrogène renouvelable et localement. « L'usine sera implantée à Sorgues et les poids-lourds, bus, autocars de ramassage scolaire, bennes d'ordures ménagères ainsi que les entreprises qui le souhaitent, tous rouleront à l'hydrogène dès 2025, ce qui évitera l'émission de 5 000 tonnes de CO2 par an sur le territoire intercommunal. Nous redessinerons également les tournées pour les optimiser » précise le président Gros.

Deuxième défi, il est économique : « Le développement a toujours été l'ADN des Sorgues du Comtat. Nous avons 25 zones d'activités qui couvrent plus de 500 hectares qui totalisent 7 000 emplois. Nous avons des sociétés de filières d'excellence en agro-alimentaire comme Mc Cormick - Ducros, Charles et Alice, Louis Martin, les chocolats Castelain, des Appellations d'Origine Contrôlée en viticulture, des métiers d'art, de l'industrie comme Eurenco, d'importantes entreprises comme Rossi Récupération, Valerian, Wavin, MGI Coutier créatrices d'emplois donc de richesses. Nous voulons les accompagner

Écrit par le 22 novembre 2024

pour qu'elles continuent à être des totems, des locomotives qui boostent le reste du tissu économique mais aussi développer de nouvelles zones d'activité ». Par exemple, à Bédarrides, dans la Plaine du Grenache existe un projet d'aménagement d'une plateforme logistique de 35 600m², à Sorgues une extension de La Marquette de 15 hectares pour y implanter des entreprises et à Monteux dans la zone des Mourgues, 25 hectares supplémentaires entre Beaulieu, les Escampades et La Tapy pour répondre aux souhaits d'installation d'entrepreneurs. Et pour les 20 ans de nos Sorgues du Comtat nous allons planter un arbre dans chacune des 5 villes concernées. »



Le défi social « C'est le plus important, tout est social » résume Christian Gros. « Nous avons mis au point la 'CTG Convention Territoriale Globale qui doit fédérer en mettant les ressources de la Caisse d'Allocations Familiales au service de la petite enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, solidarité, accès aux droits (logement, handicap). L'enjeu est de privilégier une approche transversale des familles puisque dans les Sorgues du Comtat, on dénombre 10 422 allocataires éligibles à la CAF ». Dans la même optique, sera signée une « CDAD » Convention Départementale d'Accès au Droit avec un service d'accueil gratuit et confidentiel, des consultations juridiques à l'échelle de interco, dans un souci de vision globale.

En matière d'éducation « Nous devons absolument lutter contre la dé-scolarisation, le décrochage,

Ecrit par le 22 novembre 2024

l'absentéisme. Avec le « PRE » (Programme de Réussite Educative) nous voulons accompagner les enfants de 2 à 16 ans, travailler sur l'estime de soi, favoriser la complémentarité entre temps éducatif, scolaire et péri-scolaire ».

Lors du dernier Congrès des Maires de Vaucluse, le 10 novembre dernier, Christian Gros qui en est le secrétaire général s'est élevé contre une certaine forme de « désinformation » qui concernerait la métropolisation via la création d'un pôle territorial. « C'est tout le contraire, c'est une structure souple qui avait été lancée en 2016, La Grande Provence, entre Alès-Nîmes-Avignon et Arles et saluée par le Préfet Gonzalez. Mais elle était beaucoup trop grande. Il faut prendre en compte les bassins de vie de la population, les déplacements domicile-travail à l'échelle de l'aire urbaine d'Avignon, jusqu'à Pont-St-Esprit, Ste-Cécile-les Vignes, Piolenc, Camaret, Malaucène, Cavaillon, l'Isle sur la Sorgue. Gérer petit c'est se priver de l'expérience des autres. Il s'agirait d'un espace de dialogue et de partage, sans embauche ni impôt nouveau ».



Christian Gros lors de son intervention durant la dernière AG de l'Association des maires de Vaucluse.

Et comme Christian Gros voit toujours plus loin, en 2024, pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, Monteux a déjà 2 sites labellisés pour l'haltérophilie et l'escrime. Il souhaite que la Flamme olympique passe chez les montiliens. De même, il a suggéré au patron du Tour de France, Christian Prudhomme que la caravane passe bientôt entre Avignon et le Géant de Provence, donc par Monteux, étape incontournable jusqu'au sommet mythique du Ventoux.

A 78 ans, Christian Gros ne prononce jamais le mot retraite. Avec ses mèches blanches mais rebelles,

Écrit par le 22 novembre 2024

quand on lui demande s'il compte se re-présenter aux prochaines municipales, il esquive en souriant. Il cite Maurice Lovisolò (85 ans, ancien maire de la Tour d'Aigues, vice-président du Conseil Général) et père du député Jean-François Lovisolò, quand on lui posait la même question : « J'en suis à peine au milieu de mes mandats! » Il faudra encore compter longtemps sur cet infatigable et inoxydable bâtisseur dans le paysage politique vauclusien.

« Ensemble, relevons les éco-défis » : un label qui permet aux artisans et commerçants de redynamiser les centres-villes



Cette Convention de Coopération a été signée ce lundi matin à Sorgues entre le Président de la Communauté des Sorgues du Comtat, Christian Gros, maire de Monteux et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse représentée par son trésorier, Thierry Francou, en présence de Thierry Lagneau, maire de Sorgues et Vice-président du Conseil départemental mais aussi de Violaine Richard élue au Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« Eco-défis » propose aux artisans et commerçants de réduire l'impact de leurs activités sur l'environnement et grâce à un label de se différencier sur le plan commercial. Pour le territoires des

Écrit par le 22 novembre 2024

« Sorgues du Comtat » sont concernées les villes d'Althen-des-Paluds, Bédarrides, Monteux, Pernes-les-Fontaines et Sorgues et leurs commerçants sont invités à relever un maximum d'éco-défi pendant 6 mois, c'est à dire 13 sur les 37 proposés. Parmi eux : la prévention et la gestion des déchets avec des sacs particuliers pour leurs clients, un tri sélectif, favoriser la réparation et le ré-emploi, compacter, réduire la consommation, le gaspillage, l'éclairage, utiliser des transports alternatifs doux.



ÉCO-DÉFIS COMMENT ÇA MARCHE ?

- 1 Je choisis mes éco-défis parmi une liste de 37 pour obtenir au moins 13 étoiles.
- 2 Je les mets en place grâce à l'accompagnement des chambres consulaires.
- 3 Je fournis les justificatifs de la mise en place des Éco-défis.
- 4 Je suis labellisé et valorisé sur mon territoire.

POURQUOI RELEVER DES ÉCO-DÉFIS ?

- ✓ Je valorise mes démarches en faveur du développement durable auprès de mes clients.
- ✓ Je bénéficie d'une campagne de communication.
- ✓ Je participe à une initiative locale de dynamisation de mon territoire.

Relevez des « Éco-défis » et cumulez suffisamment d'étoiles pour obtenir le label de bronze, d'argent ou d'or ...

A partir de 23★ A partir de 33★ A partir de 13★

Thierry Lagneau, le maire de Sorgues est ravi d'accueillir la délégation pour cette 1ère convention: « Dynamiser les centres-villes ce n'est pas qu'une solution écolo, un effet de mode, c'est une tendance très forte, quand on voit le prix de l'énergie. Nous devons donc être les acteurs de ce renouveau du commerce local avec des pratiques vertueuses, en liaison avec les Chambres de Commerce et de l'Artisanat et la Région Sud ». Christian Gros, président des Sorgues du Comtat ajoute : « Nous avons 2 défis à relever, d'abord l'économie, c'est notre ADN, en créant des emplois, le second en favorisant le développement durable. Seuls on ne peut rien faire, d'où ce partenariat au long cours avec les chambres consulaires. Dans notre Communauté, nous comptons 1 510 commerçants et 2 220 artisans pour un bassin de population de 51 000 habitants. Cela fait plus de 3 000 professionnels acteurs de la redynamisation des centres-villes. En plus, ils ont intérêt à participer à l'obtention de ce label qui sera

Ecrit par le 22 novembre 2024

une sorte de « bon point » commercial auquel seront sensibles leurs clients écolos, attachés à l'environnement. »

Pour Thierry Francou qui représentait la CCI 84, « Cette signature c'est une coup d'accélérateur face à la crise. Nous mettons du personnel en support pour accompagner les commerçants et artisans, on n'est qu'au début de cette crise énergétique, cette flambée du prix des matières premières, donc nous maillons le territoire, au plus près des attentes ». Au nom de la région Sud, Violaine Richard insistera sur ce qui existe en Provence-Alpes-Côte d'Azur : « Nous avons le Plan Climat - une COP d'avance depuis 2017, nous faisons en sorte que l'aménagement de notre territoire soit équilibré, harmonieux, déjà 9 territoires sont labellisés dans les Alpes Maritimes et les Alpes de Haute-Provence, c'est au tour du Vaucluse de s'y mettre avec de nouveaux dispositifs dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région. D'ici 2028, 100M€ de subventions seront alloués par la région à 70 000 entreprises ».



© CASC

Claire Trembley devient la directrice de cabinet du président des Sorgues du Comtat

Écrit par le 22 novembre 2024



[Claire Cantero-Trembley](#) devient la directrice de cabinet de [Christian Gros](#), le président de [la communauté d'agglomération les Sorgues du Comtat](#) (50 000 habitants) regroupant les communes d'Althen-des-Paluds, Bédarrides, Montoux, Pernes-les-Fontaines et Sorgues.

Directrice de la communication et de l'évènementiel depuis plus de 20 ans de la [Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin](#), (25 communes et 70 000 habitants) elle en était devenue également depuis juillet 2020 la directrice de cabinet de la présidente [Jacqueline Bouyac](#).

Claire Cantero-Trembley a été notamment à l'origine de la création fin 2012, avec [Philippe Debondue](#) (alors 'dircom' de la ville d'Avignon aujourd'hui directeur Général Adjoint « Proximité, Evènements et Communication » de la ville de Nîmes) et Monique Ducasse (alors dircom du Département de Vaucluse et maintenant chargée de projet au sein la direction générale des services du département l'Hérault) du [Cercle des Dircoms de la Méditerranée](#) dont elle a été la présidente pendant plus de 7 ans.

Elle est également membre avec Philippe Debondue du comité de pilotage de [Cap'Com](#), coopérative qui met en réseau les professionnels, les élus, les étudiants et tous ceux qui s'intéressent à la communication des collectivités locales, des administrations et des organismes publics.

D.P.

Monteux : le maire 2.0 donne rendez-vous à ses administrés sur Youtube



Ce mercredi 8 décembre à 19h, Christian Gros, maire de Monteux sera en direct sur Youtube pour répondre aux questions de ses administrés sur les projets actuels de la ville.

« Ce dispositif vise à encourager la participation des habitants et permet de faciliter le dialogue entre élus et citoyens, explique la commune. C'est un outil supplémentaire pour être à l'écoute des Montiliens. »

Comment poser une question ?

Pour ceux qui n'ont pas déjà adressé leur question par un courrier électronique à ville.monteux@monteux.fr, il suffira de se connecter demain, un peu avant 19h, sur le site



Ecrit par le 22 novembre 2024

www.youtube.com. Pour cela, il faut se connecter sur son propre compte ou créer un compte gratuitement en cliquant en haut à droite sur 'Se connecter'.

Ensuite, il faut se rendre sur la chaîne Youtube '[Ville de Monteux](#)' pour suivre le direct. « Lorsque vous le souhaitez, vous poserez votre question en commentaire de la vidéo en direct pour que monsieur le maire y réponde, précise la Ville. Vous pourrez vous exprimer sans intermédiaire, dans cette nouvelle formule qui vise à renforcer la participation citoyenne et inciter les Montiliens à prendre part à la vie de la cité. Il répondra en direct, comme il a l'habitude de le faire dans les réunions publiques, les événements ou auprès des acteurs de terrain. »

Lors de cet exercice de démocratie participative 2.0, les habitants de Monteux sont ainsi invités à évoquer les projets de la commune. mais aussi de faire de leur proposition pour la Ville.